



HAL
open science

Protestantisme et nationalisme à Madagascar de 1945 à 1960

Lucile Rabearimanana

► **To cite this version:**

Lucile Rabearimanana. Protestantisme et nationalisme à Madagascar de 1945 à 1960. *Revue historique des Mascareignes*, 2002, *Chrétientés australes du 18e siècle à nos jours*, 03, pp.177-189. hal-03454066

HAL Id: hal-03454066

<https://hal.univ-reunion.fr/hal-03454066>

Submitted on 29 Nov 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Protestantisme et nationalisme à Madagascar de 1945 à 1960

Lucile Rabearimanana
Université d'Antananarivo

Les liens entre protestantisme et nationalisme se nouent dès les premières décennies de la colonisation française. Les missionnaires de la LMS et de la FFMA ^[1] se sont toujours efforcés de favoriser, dans la formation qu'ils dispensent aux jeunes Malgaches, la préservation de leur identité et de contribuer à l'épanouissement de leur culture, face à la diffusion de la civilisation occidentale dominante. Des pasteurs autochtones jouent également un rôle notable dans l'éveil de la conscience politique des Malgaches dès cette époque, et c'est l'un d'eux, justement, qui est élu pour représenter la population au Conseil Supérieur des Colonies en 1939.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, avec le succès des nationalistes à Madagascar, dans le cadre d'un contexte international favorable à l'émancipation des peuples dominés ^[2] et, enfin, vu l'ambiance de la « guerre froide », les églises chrétiennes catholique comme protestante sont amenées à prendre position sur les problèmes politiques de la décolonisation. Les populations malgaches adhèrent en masse aux revendications d'indépendance dès 1945. Les Chrétiens, membres de la hiérarchie ou simples fidèles, vont-ils se prononcer dans ce domaine, ou bien rester étrangers aux préoccupations politiques, qu'ils pourraient considérer comme ne faisant pas partie de leurs devoirs ? De nombreux Malgaches ont pris les armes en 1947-1948 pour chasser l'occupant. Comment ont alors réagi les Chrétiens ? Ont-ils choisi le camp du pouvoir et de la répression ou bien, au contraire, ont-ils choisi de venir en aide aux victimes de celle-ci, en reconnaissant la légitimité de la cause que défend la majeure partie du peuple malgache ? Par la suite, dans les années

[1] LMS London Missionary Society ; FFMA Friends Foreign Missionary Association.

[2] De nombreux ouvrages récents traitent les problèmes de la décolonisation. Nous avons utilisé les suivants : Michel M., *Décolonisation et émergence du tiers-monde*, Paris, Hachette, 1993, 270 pages ; *Décolonisations européennes*, Actes du colloque international « Décolonisations comparées », Aix-en-Provence, Publications de l'Université de Provence, 1995, 400 pages.

1950, tandis que les tendances les plus diverses prennent d'assaut les activités politiques locales, surtout avec la Loi-cadre de 1956, les Chrétiens pouvaient-ils rester en dehors de la mêlée et demeurer de simples spectateurs passifs, ne pensant pas influencer sur le cours des événements ?

Durant l'ensemble de la période de la décolonisation, à partir de 1945, où les nationalistes malgaches optent définitivement pour l'indépendance du pays, et jusqu'à l'obtention de ce statut tant désiré, en 1960, les Chrétiens de Madagascar, les Protestants comme les Catholiques, considèrent comme de leur devoir de se préoccuper de la situation politique de leur pays. En effet, de celle-ci dépendent, pensent-ils, les conditions d'existence de l'ensemble de la population et l'épanouissement moral de tout un chacun. Ils sont convaincus de la nécessité, pour eux, de se prononcer pour l'émancipation du peuple malgache, voire de participer à la vie politique, dans leurs journaux respectifs, par le biais des œuvres sociales, lors des campagnes électorales. Ils sont poussés aussi à agir ainsi pour s'opposer à la diffusion des idées communistes dans le pays, épousant d'ailleurs en cela la cause du régime colonial. Néanmoins, les Protestants participent à la vie politique, à titre individuel et n'engageant qu'eux-mêmes du moins de manière directe, les missionnaires et les instances dirigeantes devant observer une certaine réserve et beaucoup de discrétion dans ce domaine. Pour les Catholiques, par contre, c'est la hiérarchie elle-même qui se prononce pour la reconnaissance de « *la légitimité de l'aspiration de l'indépendance comme aussi de tout effort constructif pour y parvenir* » [3]. Les questions de structures organisationnelles comme les différences de relations entre les missions et le pouvoir colonial expliquent la diversité des engagements des membres de ces deux communautés. Cependant, en tant que *ray aman-dreny* des Malgaches, elles veulent accomplir leur devoir de conseillers, d'éducateurs pour ces derniers.

I - LE CHRISTIANISME À MADAGASCAR AVANT 1945

Nous n'ignorons pas que la religion chrétienne s'implante de manière décisive à Madagascar au XIX^e siècle [4] à partir du règne de Radama I qui consent à ouvrir les portes de son royaume à la civilisation occidentale, et alors que les missions chrétiennes contribuent à porter « *le fardeau de l'homme blanc* ». Avec l'implantation du régime colonial, missions protestantes britanniques et françaises, et mission catholique connaissent une telle diffusion de leurs activités que leurs membres parviennent à exercer une grande influence sur l'ensemble des sociétés malgaches. Néanmoins, dans le domaine politique, leurs idéologies et leurs actions divergent quelque peu, notamment lorsque, dans les années 1940, le pays est traversé par les secousses et les bouleversements politiques occasionnés par la Seconde Guerre mondiale.

[3] Communiqué des évêques de Madagascar à tous leurs fidèles (27 novembre 1953), cité par Lupo P., *Église et décolonisation à Madagascar*, Fianarantsoa-Ambazontany, 1974, p.66.

[4] *Madagascar et le christianisme, Histoire Ecuménique*, dirigée par Bruno Hubsch, ACCT, Antananarivo, 1993, 518 pages.

A - Pasteurs et curés, les ray aman-dreny des populations

Dès le XIX^e siècle, sous le Royaume de Madagascar, le christianisme qui se diffuse dans le pays ne revêt pas seulement une forme religieuse. Il plante l'enseignement et l'éducation à l'occidentale en général. À une époque où le pouvoir n'était pas encore en mesure d'organiser la formation des jeunes, ce sont les missions chrétiennes et en premier lieu, la LMS et la FFMA qui assuraient l'enseignement dans leurs écoles ^[5]. Même si l'école laïque de la III^e République française commence à se répandre à Madagascar avec le régime colonial, force est de constater qu'au moins jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale l'essentiel de la scolarisation des jeunes Malgaches continue à être assuré par des établissements confessionnels ^[6]. Et cela malgré l'anticléricalisme, et les critiques essuyées par les missions chrétiennes, notamment sous le Gouverneur général Victor Augagneur dans les années 1900. Les trois missions protestantes, la LMS, la FFMA, à laquelle s'ajoute, en 1897, la Mission Protestante Française, implantent leurs écoles du premier degré comme leurs garderies aussi bien dans les villes que dans maints villages des campagnes où le clocher des temples s'aperçoit de loin, notamment sur les Hautes Terres centrales. Quant à l'enseignement supérieur de l'époque, du moins celui qui formait pasteurs, enseignants, etc., ou qui préparait les jeunes Malgaches aux différents concours des écoles publiques, il était concentré en majeure partie dans la capitale; l'École Paul Minault, gérée d'abord par la LMS puis par la Conférence Intermissionnaire a constitué pendant longtemps une pépinière pour l'élite intellectuelle malgache et pour le personnel politique nationaliste notamment. L'emprise des missionnaires et des pasteurs protestants sur la jeunesse malgache est d'autant plus importante qu'ils les encadrent aussi, hors de l'école, dans les temples, bien entendu et également dans le Foyer Chrétien des jeunes gens, fondé en 1924 ^[7]. Le Foyer accueille des élèves provenant surtout des écoles protestantes en majorité, mais aussi ceux des autres établissements chrétiens de la Capitale, de l'École de Médecine ou d'écoles privées non confessionnelles. Mais il s'ouvre aussi à des « aînés » travaillant déjà comme fonctionnaires, ou dans le secteur privé. En tout cas, tous proviennent de milieu social aisé et bénéficient d'un certain bagage intellectuel, du fait des cotisations demandées et du niveau des activités culturelles pratiquées. Les jeunes sont attirés par l'éducation qu'ils peuvent y recevoir, dont la vocation est de former des « hommes de bien », selon la culture malgache et la culture chrétienne. Les principes moraux qu'on leur inculque, ainsi que les connaissances générales et les « bonnes manières », s'apparentent à la fois aux « racines malgaches » et à la « culture française » ^[8]. Mais si l'éducation reçue favorise l'attrait pour cette dernière, elle incite aussi les jeunes à connaître et à apprécier la philosophie, la sagesse, les coutumes de leurs ancêtres et, par là même, à vouloir les préserver, les cultiver. Il n'est donc pas étonnant que la jeunesse malgache ait adhéré à la VVS ^[9] dans les années 1910 et que

[5] C'est-à-dire textuellement les parents. Au sens plus large, des guides spirituels comme des conseillers dans la vie courante.

[6] Raison-Jourde F., *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^e siècle, Invention d'une identité chrétienne et construction de l'État*, Paris, Karthala, 840 pages.

[7] Esoavelomandroso F., *Aînés et cadets : le foyer chrétien des jeunes gens d'Antananarivo (1924-1960)* (éds), *Les jeunes en Afrique. La politique et la ville*, d'Almeida Topor H., Coquery-Vidrovitch C., Goerg G. et Guitart F. (éds), tome 2, l'Harmattan, 1992, pp. 400-415.

[8] *op. cit.*, p 406-407.

[9] Mouvement culturel malgache des années 1910 qui s'est opposé au régime de la colonisation.

les jeunes du Foyer aient fourni les militants des sociétés secrètes, PANAMA et JINA, fondées pendant la Seconde Guerre mondiale et qui prônaient les luttes pour l'indépendance, au besoin par la violence. En tout cas, l'analyse des milieux sociaux d'origine et de la formation reçue par bon nombre de nationalistes malgaches des années 1950, et par l'élite intellectuelle en général, révèle cette place primordiale des missions protestantes, britanniques et françaises dans la société malgache de la période coloniale.

Néanmoins, le rôle de celles-ci ne se cantonne pas à la formation de la jeunesse. Elles étendent leur influence à l'ensemble de la population. En cette phase de l'histoire du pays où l'oppression coloniale atteint tout le monde, avec sa rigueur et ses abus, où ne règne aucune liberté démocratique, les missions chrétiennes constituent des institutions sur lesquelles les indigènes peuvent s'appuyer. Les pasteurs et les curés, en dehors de leurs devoirs spirituels, constituent les *ray aman-dreny* pour tous, chrétiens ou non, les guides, les conseillers dans tous les actes de la vie quotidienne, pas seulement pour les grands événements de la vie. En milieu rural surtout, ce sont des confidents pour des populations craignant les foudres de l'administration subalterne et cherchant protection. Ils peuvent aussi être appelés pour arbitrer les conflits familiaux ou conjugaux. On les écoute volontiers aussi lorsqu'on veut être informé des nouvelles extérieures politiques ou non. Leur emprise sur les différents éléments de la société, la confiance dont ils jouissent auprès des populations sont telles que leurs responsabilités dépassent largement la seule fonction religieuse. Consciemment ou non, ils influencent le comportement politique de l'ensemble de la société malgache.

B - Avant 1945 : des tendances politiques mitigées

Les missions britanniques, installées à Madagascar depuis 1820, pour la LMS et dans les années 1860, pour la FFMA, ont joué un rôle de premier plan au niveau du pouvoir. Avec certains hommes d'affaires britanniques, elles subissent les foudres de leurs homologues français, qui leur reprochent de soutenir le Royaume de Madagascar que les colons français voudraient, au contraire, abattre pour qu'ils puissent conquérir le pays et asseoir leur domination. Même après l'implantation du régime colonial, les missionnaires britanniques apparaissent toujours comme des opposants, non sans quelques raisons d'ailleurs, nous le verrons. De ce fait, leurs activités sont étroitement surveillées, voire gênées, au niveau de l'enseignement, lors des prédications ou des réunions à caractère religieux. En 1901, le décret régissant la presse à Madagascar spécifie bien que les journaux paraissant en malgache ou en langue étrangère (c'est-à-dire en anglais essentiellement) sont soumis à autorisation préalable et celle-ci peut être retirée par la suite au cas où les dites publications se mêleraient de questions politiques ou relatives à l'administration^[10]. Ce n'est donc pas dans les organes officiels que les missionnaires britanniques pourraient exprimer une quelconque opposition au régime colonial en place. En plus, ce sont plutôt des pasteurs, en même temps enseignants et formateurs et des journalistes, membres de cette élite intellectuelle tananarivienne qui expriment des sentiments patriotiques et invitent les lecteurs malgaches à apprécier et à préserver leur culture et leur identité

[10] Rabearimanana I., *La presse d'opinion à Madagascar de 1945 à 1956, Contribution à l'histoire du nationalisme malgache*, Antananarivo, 1980, 328 pages.

face aux progrès de la diffusion de la civilisation française. Leurs propos se font de plus en plus précis et de plus en plus insistants à la veille de la Première Guerre mondiale, période où la VVS se diffuse auprès de la jeunesse, estudiantine ou non, des Hautes Terres centrales. Parmi les dirigeants et membres de cette société secrète se trouvent de nombreux jeunes formés dans les écoles des missionnaires britanniques et, dans une moindre mesure, des religieux catholiques. D'ailleurs, n'attribue-t-on pas la paternité morale de la VVS au pasteur Ravelojaona ?

Néanmoins, dans les décennies suivantes, alors que le nationalisme se propage et que les critiques entreprises contre le régime colonial se précisent, lancées par des membres de cette élite intellectuelle formée par les missions, les responsables protestants ne peuvent prôner qu'une sorte de patriotisme très modéré et cantonné surtout au plan culturel. Leur objectif avoué est plutôt de former des jeunes capables de défendre leurs idées, d'affirmer leur personnalité, face aux conséquences intellectuelles et morales du régime de l'indigénat. En tout cas, officiellement, le personnel des missions britanniques ne se préoccupe pas des activités politiques. Et même si le *ray aman-dreny* incontestable que constitue le pasteur Ravelojaona est élu par les Malgaches au Conseil Supérieur des Colonies en 1939, il se présente, somme toute, comme un nationaliste modéré, ne remettant nullement en question la présence française dans le pays. Un nationalisme modéré, telle a d'ailleurs été la tendance observée par bon nombre de Protestants malgaches, même durant la décolonisation. Quant aux autorités catholiques, elles apparaissent auprès de leurs fidèles comme les piliers du pouvoir en place, comme les défenseurs d'un régime attaqué par les nationalistes, et par les syndicalistes et militants communistes, encadrés par la CGT et certaines organisations, et s'exprimant dans la presse nationaliste. On assiste aussi, à la campagne de polémique, par presse interposée, entre la hiérarchie catholique anticommuniste et la CFTC d'une part, et l'équipe des nationalistes communistes ou communistes groupés autour des journaux *Mongo*, *Le Proletariat Malgache*, *Fanilon'ny Mpiasa* d'autre part ^[11]. Ainsi avant 1939, si les responsables protestants font preuve de sentiments nationalistes modérés (certains missionnaires britanniques se font remarquer par leur opposition sourde au régime en place), la hiérarchie catholique, par contre, apparaît comme un défenseur de l'ordre établi et donc de la colonisation.

Durant la Seconde Guerre mondiale, les bouleversements politiques qui s'opèrent - avènement du régime de Vichy puis de celui de la *France Libre* - amènent les autorités chrétiennes à garder un silence prudent. On observe néanmoins un progrès de la fréquentation par les Malgaches des églises catholiques, sous la pression du régime vichyste, celles-ci contribuant aussi en retour à faire la propagande du pétainisme auprès des Malgaches ^[12]. Quant aux missionnaires de la LMS, certains se sont proposés, en 1942, après le débarquement britannique, de se faire les intermédiaires entre les responsables militaires britanniques et les nationalistes malgaches en vue de négociations sur le statut futur de Madagascar. Mais le pasteur Ravelojaona n'entend pas profiter de ce que la métropole soit en mauvaise posture pour arracher l'émancipation de son pays ^[13]. Néanmoins loyalisme et modération ne

[11] Idem, p. 63-64.

[12] Aix-en-Provence CAOM, 1affpol/3259, Rapport du Haut Commissaire de Madagascar et Dépendance au Ministère de la France d'Outre mer, 18 juillet 1948.

[13] Rabearimanana L. « D'un christianisme missionnaire à un christianisme malgache », *Madagascar et le christianisme*, op. cit., pp. 367-390.

signifient pas démission face aux problèmes innombrables auxquels les Malgaches se heurtent pendant la guerre. Le pasteur Ravelojaona dénonce le poids de la contrainte coloniale et, avec ses collègues de la Commission mixte franco-malgache, en 1943-1944, il exprime les aspirations politiques de ses compatriotes. À partir de 1945, le contexte géopolitique international évolue rapidement en faveur des populations dominées. À Madagascar même, le vent du nationalisme souffle avec plus de vigueur qu'auparavant revendiquant définitivement l'indépendance du pays. Les Chrétiens, protestants comme catholiques, entendent participer à l'ambiance générale et, autant que possible, contrôler un mouvement politique généralisé.

II - LES PROTESTANTS DE MADAGASCAR ET LES ACTIVITÉS POLITIQUES AU DÉBUT DE LA DÉCOLONISATION (1945-1953)

Les relations internationales pendant la guerre suscitent des tendances opposées à la perpétuation du régime colonial dans les pays encore sous tutelle des Britanniques et des Français. Pour des raisons différentes, les deux Grands se révèlent ainsi favorables à l'émancipation des peuples encore dépendants. En France même, les partis de gauche au pouvoir sous le Gouvernement Provisoire de la République Française se proposent d'œuvrer pour une rénovation du statut des colonies et pour une certaine émancipation de leurs habitants. Enfin, l'église catholique, à Madagascar et suivant les directives du Vatican, sépare sa destinée de celle du pouvoir en place. L'engagement des Protestants, comme des Catholiques, se confirme et se précise donc à partir de 1945.

A - 1945-1947 : L'essor de la vie politique et les engagements des Chrétiens

Le vent de liberté qui souffle sur la colonie à partir de 1945 apporte l'espoir chez les Malgaches de la satisfaction de leurs revendications politiques : suppressions d'institutions coloniales sources d'oppression comme l'indigénat, le travail forcé etc., avènement des libertés démocratiques. L'ambiance s'y prête d'ailleurs, avec le retour à la liberté de la presse et le droit des Malgaches d'élire deux députés à l'Assemblée Nationale Constituante, en octobre-novembre 1945, puis en juin de l'année suivante. Les aspirations à une indépendance « *intégrale et immédiate* », ou à obtenir de manière progressive s'exprime dans une presse d'opinion débordante de vitalité et notamment à la veille des consultations électorales. Les premiers partis politiques purement malgaches apparaissent avec l'année 1960. Les Protestants se montrent plus hardis qu'auparavant pour soutenir le nationalisme. Des missionnaires britanniques comme Burton se font les conseillers des pasteurs protestants qui participent directement aux luttes politiques, et ceux-ci ne sont pas peu nombreux.

Le premier parti politique que Madagascar ait jamais connu, le Parti Démocratique Malgache, est fondé en janvier 1946 par le pasteur Ravelojaona lui-même, qui, depuis 1943-1945, n'a cessé de se faire le porte-parole des doléances des Malgaches et a proposé l'application d'une Charte pour la gestion des affaires intérieures du pays ^[14]. Mais les premiers responsables sont des membres de cette

[14] Rabearimanana L. « La conférence de Brazzaville et Madagascar », *Aux sources de la décolonisation, Brazzaville, Paris, Plon, 1989.*

même élite intellectuelle tananarivienne formée par les missions protestantes, Gabriel Razafintsalama, instituteur de formation mais qui intègre rapidement les affaires, et le Docteur Rasamoely Lala issu du même milieu de la « bourgeoisie » de la capitale. Parmi les membres du parti, on trouve bon nombre de pasteurs de la LMS et du FFMA officiant dans différentes villes de Madagascar, ainsi que des « évolués » provenant des milieux malgaches aisés. Il n'est donc pas étonnant que le PDM revendique, certes, l'indépendance mais dans le cadre légal de la Charte de San Francisco et en plein accord avec la France.

De même, le second parti nationaliste créé la même année, le Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache (MDRM), compte dans ses rangs, parmi les responsables ou les simples militants, de nombreux pasteurs des trois missions protestantes, ainsi que des fidèles catholiques comme protestants. Le Père Dunand, Jésuite aumônier des soldats malgaches en France pendant la guerre, s'occupe d'affaires sociales à Madagascar à partir de 1946. Faisant partie, semble-t-il, de l'équipe ayant rédigé les statuts du MDRM, il serait également un conseiller des responsables de ce parti. Mais il peut être considéré non comme représentant de la tendance générale du clergé catholique de Madagascar mais plutôt comme « l'enfant terrible » des Jésuites ^[15]. En effet, si, en 1946, la hiérarchie catholique change d'attitude vis-à-vis du pouvoir colonial, et reconnaît que « *l'aspiration à la liberté de s'administrer lui-même est légitime pour un pays encore soumis au régime de la colonisation...* » ^[16], dans les campagnes, à Vohémar, par exemple, être militant du MDRM constitue un véritable délit intolérable pour un membre du CFTC ^[17], le syndicat chrétien. On n'assiste pas à une adhésion massive des responsables catholiques à la cause d'un nationalisme trop souvent soupçonné de favoriser le communisme. Il n'en reste pas moins que le Mouvement Social Malgache (MSM) qui prône un nationalisme sans rupture avec la puissance colonisatrice constitue aussi une initiative des milieux catholiques aisés.

Nous remarquons ainsi, au lendemain immédiat de la Seconde Guerre mondiale, une prise de position claire des responsables et des fidèles protestants malgaches en faveur des revendications d'indépendance. Remarquons néanmoins qu'il s'agit toujours de comportements individuels, qui n'engagent pas l'ensemble de la communauté religieuse. En outre, les missions britanniques comme françaises, pour des raisons différentes sont obligées d'observer la plus grande discrétion vis-à-vis du nationalisme. Quant aux fidèles catholiques, en tant qu'éléments constitutifs du peuple malgache colonisé, certains adhèrent aux partis favorables à l'indépendance, mais les responsables des cultes ne partagent pas toujours leur vision des problèmes politiques de l'heure. Lorsqu'une insurrection survient en mars 1947, il est difficile aux Chrétiens de se mettre en marge des événements et de leurs conséquences politiques et sociales.

[15] Aix-en-Provence, CAOM, Iaffpol/3271, *Les missions, leur influence actuelle et l'orientation de leurs activités*, DAP, mai 1949.

[16] Lupo P., *op. cit.*, p. 53.

[17] Rabearimanana L., *Insurrection de 1947 et construction nationale*, Colloque du 5^e anniversaire des événements de 1947, Antananarivo, Département d'Histoire, 17 pages.

B - Les protestants dans l'insurrection de 1947

Lors des événements majeurs que constitue l'insurrection de 1947, les églises chrétiennes de Madagascar, institutions influentes sur le plan religieux comme au niveau de l'ensemble de la société, ont manifesté leur présence parmi les insurgés, et durant la répression pour atténuer la rigueur de celle-ci, pour mettre en application aussi les principes multiséculaires d'aide à ceux que l'on opprime et à ceux qui souffrent. Le rôle joué par les responsables protestants et catholiques s'avère multiforme et complexe, suivant les positions antérieures de ces responsables, leurs personnalités, leurs relations avec les différents groupes sociaux. Aussi est-il délicat et imprudent de caractériser et définir la place des Chrétiens durant cette période cruciale de l'histoire de Madagascar. Les témoignages, parfois contradictoires abondent sur les différentes prises de position des hiérarchies chrétiennes, sur les comportements des protagonistes vis-à-vis du christianisme et de ses adeptes. L'insurrection de 1947 s'est-elle accompagnée d'un certain retour aux pratiques religieuses ancestrales ? Des églises ont, certes, été incendiées par des insurgés, mais des grands leaders écoutés, influents parmi ceux-ci agissent, aussi au nom de leur foi et de leurs principes chrétiens ^[18]. Le dénominateur commun à ces actions variées et aux visions quelque peu divergentes auxquelles elles ont donné lieu, c'est incontestablement une certaine présence positive des Protestants et des Catholiques « sur le terrain » lors des événements, que ce soit dans la zone en dissidence ou au niveau du pouvoir central où se prennent les décisions politiques. Enfin, les travaux des chercheurs abondent sur la question des églises chrétiennes face à l'insurrection, notamment ceux présentés lors du colloque du 50^e anniversaire de celle-ci organisé en septembre 1997 par le Département d'Histoire de l'Université d'Antananarivo ^[19]. Cette partie de notre communication doit beaucoup à ces contributions.

La présence de pasteurs, de catéchistes des églises protestantes ainsi que des instituteurs des écoles protestantes dans les rangs des insurgés est visible dans toute la région orientale, à Moramanga par exemple avec le pasteur Ratsimazafy ou à Namorona dans le Sud-Est, avec le pasteur Rasamoelina. Elle est aussi attestée par différentes interventions effectuées par des missionnaires auprès des autorités coloniales provinciales, en faveur de leurs « employés », qui se seraient fait arrêter avec les insurgés, mais qui n'en auraient pas fait partie ! Les témoignages, écrits ou oraux de ces responsables protestants montrent à la fois qu'il est du devoir des Chrétiens, de participer à la vie politique en général et de militer pour l'indépendance pendant cette période en particulier, ce statut revendiqué devant mettre fin à la domination, à l'oppression dont souffrent les Malgaches ^[20].

Néanmoins certains pasteurs se sont trouvés gênés dans une certaine mesure, au début de l'insurrection, lorsque des rites religieux ancestraux devaient être

[18] Tronchon J., *1947 à Madagascar. Église et Insurrection*, Colloque du 50^e anniversaire de l'insurrection de 1947, Antananarivo, Département d'Histoire, 1997, 11 pages.

[19] Elles sont les suivantes : Pasteur Ralibera D., *La MPF et les événements de 1947*, 7 pages ; Pasteur Rasolomanana N., *Le journal du pasteur-évangéliste Rasamoelina*, 18 pages ; Père Ratongavao C.R. *La Mission catholique et les événements de 1947. Le cas de Fianarantsoa : d'une attitude ambiguë à une prise de position claire*, 22 pages ; Joranli T. *L'insurrection malgache de 1947 et les témoignages norvégiens*, 19 pages, sans oublier celle de Jacques Tronchon cf. note précédente.

[20] Témoignages recueillis auprès des pasteurs Ratsimbazafy du temple de Tsiroanomandidy et de Rakotoson du temple de Soanierana.

accomplis avant les combats, et aussi face à la croyance de bon nombre de *marosalahy* aux talismans anti-balles et à la pratique de nombreux interdits. En outre, l'action des fidèles consiste à porter aide et secours au pasteur de leur temple ou à des coreligionnaires arrêtés et emprisonnés, ainsi qu'à leurs familles respectives. Dans ces cas-là, ce sont les responsables administratifs mêmes de ces temples ainsi que les diacres qui organisent les quêtes dans ce sens, ou les systèmes de vente à l'américaine (*lavanty*) lors des séances spéciales se déroulant après le service religieux. En plus, les fidèles confirment leur confiance et leur bienveillance à l'égard de leur *ray aman-dreny* pasteur en refusant de le remplacer, préférant réclamer sa libération et attendant son retour.

Il n'est donc pas étonnant que les temples soient étroitement surveillés par les agents de la Sûreté Générale et que certains pasteurs de la capitale et des environs reçoivent des rappels à l'ordre de la part de la Direction des affaires politiques, par le biais des responsables supérieurs des Missions auxquelles ils sont rattachés. En effet, les témoignages des pasteurs le confirment, les sermons constituent pour ceux-ci l'occasion de ranimer, de manière indirecte, la flamme du nationalisme chez les Malgaches. Les missionnaires britanniques de la LMS, suspectés d'aider les nationalistes malgaches, constituent aussi des cibles privilégiées pour l'administration coloniale. Certains, même, sont purement et simplement expulsés du territoire, comme le pasteur John Hutchins de qui le Haut Commissaire de Chévigigné disait, en août 1948, que « *son action missionnaire aurait plus de chance de s'épanouir sur un territoire ne dépendant pas de l'Union française en général et de Madagascar en particulier* ». Ses collègues Patterson et Conolly subissent le même sort en 1952. Néanmoins le pouvoir colonial n'ose pas s'attaquer ouvertement ni brutalement à l'influent pasteur Ravelojaona, dirigeant du PDM, qui reprend le flambeau du nationalisme malgache après la dissolution du MDRM en mai 1947. Deux des dirigeants de ce parti, soupçonnés d'encourager l'insurrection, sont certes arrêtés à la veille du Grand Procès, celui des principaux responsables du parti accusé d'être les instigateurs de la « rébellion ». Mais en ce qui concerne le pasteur Ravelojaona, les autorités coloniales se contentent de lui recommander la plus grande prudence lors de ses prises de positions en public, attitude qu'il adopte volontiers.

La présence des Protestants est donc remarquable pendant l'insurrection et la période de répression qui s'en est suivie et pendant laquelle bon nombre d'entre eux ont continué à manifester et à affirmer leurs convictions politiques, au risque de subir les foudres du pouvoir. Les Catholiques ne sont pas non plus en reste. Certains se retrouvent parmi les dirigeants de l'insurrection, tandis que de hauts responsables, comme Monseigneur Xavier Thoyer, de Fianarantsoa, adoptent clairement une position favorable aux idées nationalistes et prennent leurs distances vis-à-vis du régime en place ^[21]. Par la suite, l'engagement des Chrétiens malgaches ne se dénie pas, il s'accroît, au contraire, au fur et à mesure que les luttes (légalistes) et pacifiques pour l'indépendance s'intensifient.

[21] Ratongavao C. R., *art cit.*

III - LES CHRÉTIENS DANS LES LUTTES POLITIQUES DES ANNÉES 1950

La vie politique continue à évoluer à l'ombre de l'insurrection de 1947 et sous la menace d'une répression violente et directe jusque vers 1950, qui persiste par la suite, quoique plus sournoise, plus sourde. Les Chrétiens se retrouvent parmi ceux qui s'occupent de l'amélioration du sort matériel des détenus ou qui militent pour l'amnistie des condamnés. Ils n'hésitent pas non plus à se jeter dans la mêlée des batailles électorales, après 1956. Dans ce domaine, Catholiques et Protestants diffèrent néanmoins quant aux stratégies adoptées.

A - Pour l'amnistie des condamnés

Le Grand Procès d'Andafiavaratra, entre juillet et octobre 1948, prononce plusieurs condamnations capitales et de lourdes peines d'emprisonnement. Dans le reste du pays, à Diégo Suarez, Fianarantsoa, Mananjary, Antalaha etc., les sentences ne sont pas moins sévères, et les exécutions capitales se poursuivent encore 4 ou 5 ans après les événements. En outre, les conditions de détention de ces nationalistes (ils sont encore plus de 5000 après l'amnistie de 1951 ^[22] déjà jugés ou simplement prévenus) s'avèrent pourtant déplorable, d'autant plus qu'ils ne jouissent pas du statut de prisonniers politiques et que l'infrastructure carcérale du pays n'est guère préparée à recevoir un nombre aussi élevé de population. Enfin, pour des raisons différentes, religieuses, humanitaires et politiques, les forces vives du pays demandent l'amnistie des condamnés suite à l'insurrection. Les églises chrétiennes de Madagascar tiennent à apporter leur contribution aux luttes pour l'amélioration des conditions de détention des nationalistes. Dans ce domaine, Catholiques et Protestants divergent quant aux moyens utilisés même si l'objectif reste le même.

Les missions protestantes ne peuvent agir ouvertement en tant qu'institutions au profit des détenus et encore moins se prononcer officiellement pour une évolution du statut de l'Île, accusées d'avoir porté de graves responsabilités lors des événements. Surveillées de près depuis le début de la colonisation et plus que jamais à partir de 1947, elles sont obligées de recommander aux pasteurs une stricte neutralité à l'égard de tout fait politique. Les Protestants n'ont pas non plus de structure spéciale destinée à s'occuper de ce genre d'activités, l'on pourrait peut-être juste mentionner l'engagement des aumôniers des prisons. Aussi agissent-ils surtout au niveau de chaque communauté d'église, voire à titre individuel, pour soulager les misères des détenus et leur apporter un réconfort moral et matériel. Les Catholiques, par contre, se montrent plus dynamiques, moins sujets aux foudres du pouvoir colonial même si celui-ci pense que la hiérarchie catholique le trahit ou l'abandonne. Ils disposent aussi du Secours catholique, organisme solide qui, en plus des principes purement religieux, considère qu'il ne faut pas laisser aux seuls communistes (qui disposent du Comité de Solidarité de Madagascar fondé en 1950) le soin de s'occuper des détenus politiques.

Concernant le terrain purement politique, la période post-insurrection consacre la lutte pour l'amnistie des condamnés, même si les Malgaches sont obligés de mettre un bémol aux principales revendications du début de la décolonisation. Ce cheval de bataille, les Protestants l'adoptent volontiers, là encore non en tant

[22] Rabearimanana L., *La presse d'opinion de 1947 à 1956*, op. cit, p 162-165.

qu'institution mais grâce à la presse nationaliste dominée, après 1947, par l'élite intellectuelle et par la bourgeoisie tananarivienne formées par les missions. Des journaux comme *Fandroam-Baovao* ^[23] se font les porte-parole de ces couches sociales influentes parmi les Malgaches, c'est aussi là que s'expriment directement les personnalités protestantes dont certaines sont directement affiliées au PDM, parti présidé par Gabriel Razafintsalama, diacre dans l'un des temples les plus prestigieux d'Antananarivo et proche collaborateur du pasteur Ravelojaona. Les Catholiques s'expriment en faveur de l'amnistie des condamnés directement par leurs organes officiels, notamment par *Lakroan'i Madagasikara* et *Fanilo*. « *Pour que soit réalisée la paix du cœur, il faudrait instaurer une politique témoignant l'amour du prochain par l'octroi de l'amnistie* », déclare le premier dans son numéro 1210 du 29 mai 1951. Le pasteur Ravelojaona part des mêmes considérations pour affirmer « *qu'en tant qu'homme et surtout en tant que chrétien, nous éprouvons de la compassion pour ceux qui souffrent...* » ^[24]. Des considérations morales et religieuses, comme l'amour du prochain, le pardon des fautes, la charité constituent les premières motivations des institutions chrétiennes qui demandent l'amnistie des condamnés, mais c'est surtout à partir du milieu des années 1950, qu'elles évoquent aussi des motifs d'ordre politique à ce sujet.

Les nationalistes malgaches joignent leurs efforts à ceux déployés en France pour revendiquer l'amnistie des condamnés ^[25], lutte longue et difficile pour laquelle plusieurs projets sont déposés à l'Assemblée Nationale par le groupe communiste et certains députés socialistes mais qui sont repoussés par la majorité de cette instance. Néanmoins, des mesures d'amnistie partielle sont prises en 1955, ce qui n'empêche ni les hommes politiques nationalistes ni les Chrétiens de poursuivre la lutte à l'obtention d'une amnistie intégrale, pour « *apaiser l'inquiétude du peuple... Les condamnés sont en prison depuis presque 10 ans déjà, et le calme est revenu dans le pays* » ^[26]. En outre, la situation politique intérieure comme le contexte international favorisent la progression des revendications en faveur de l'émancipation du peuple malgache. Les Chrétiens ne peuvent que prendre position dans un domaine aussi crucial pour le pays.

B - Catholiques et Protestants dans les élections de 1956-1957

Pour les questions purement politiques concernant le futur statut de Madagascar, les responsables chrétiens estiment de leur devoir de conseiller les Malgaches en général et leurs ouailles en particulier sur les positions à adopter. Ils sont convaincus aussi, en tant que citoyens, de participer plus ou moins directement aux élections organisées dans les TOM en 1956-1957, par suite de la mise en place des institutions prévues en application de la Loi Cadre. Ils sont d'autant plus convaincus de l'importance du rôle qu'ils doivent jouer que ces opérations se déroulent dans le cadre du suffrage universel et qu'ils entendent influencer sur le vote des citoyens pour qu'ils ne se laissent pas gagner par la propagande communiste. Dans ce

[23] Rabearimanana L. , « *Un grand journal d'opinion malgache, Ny Fandroam-Baovao - 1931-1959* », (Première partie), Antananarivo, Omalay sy Anio, n° 9, 1979, pp.7-40, "Ny Fandroam-Baovao : un nationalisme modéré". Omalay sy Anio, n° 11, 1980, pp.7-48.

[24] *Fifanampiana* n° 81 du 2 octobre 1953.

[25] Rabearimanana L., *La presse d'opinion, op. cit.*, p. 220-231.

[26] *Isan'Andro*, (quotidien catholique) n° 3860 du 18 août 1955.

domaine également Catholiques et Protestants divergent quant à la stratégie adoptée, les premiers se prononcent avant tout au niveau de leur hiérarchie alors que les seconds agissent plutôt à titre individuel.

La déclaration des évêques de Madagascar adressée à leurs fidèles en novembre 1953, qui reconnaît « *la légitimité de l'aspiration à l'indépendance comme aussi de tout effort constructif pour y parvenir* » fait grand bruit dans tout le pays suscitant l'enthousiasme des nationalistes, l'inquiétude du pouvoir colonial et la désapprobation des tendances politiques loyalistes à l'égard de celui-ci. En tout cas, cette prise de position sans équivoque contribue à étoffer le nombre des partisans de l'indépendance du pays. Quant aux personnalités protestantes, qui s'expriment dans les journaux nationalistes, elles réaffirment, bien entendu, leur attachement aux revendications d'indépendance. Mais elles développent un nationalisme modéré rejetant tout bouleversement des structures économiques et sociales persistantes et sont donc forcément anticommunistes. Les influences occidentales sur ces intellectuels protestants expliquent aussi que le statut envisagé pour le pays, une fois l'indépendance obtenue, soit une démocratie libérale à la française ou à l'américaine ^[27].

Lorsque surviennent les élections, au suffrage universel, en 1956-1957, se déroulant dans le cadre de libertés démocratiques jamais connues jusque-là, d'innombrables partis politiques inondent le pays de leurs idées, certains aidés en cela par une presse particulièrement riche en titres et qui peut se diffuser en maints endroits du pays. Le principal enjeu pour les Chrétiens est alors d'influer sur le vote des Malgaches, voire de contrôler le flot de la propagande politique à la fois pour que les électeurs ne soient pas contraints de faire porter leur choix sur les candidats « administratifs », et qu'ils ne soient pas enclins à sympathiser avec des communistes, particulièrement entreprenants. C'est ainsi que se créent des groupes d'hommes politiques « indépendants », ne se réclamant ni du pouvoir colonial, ni des tendances communistes qui luttent pour un nationalisme légaliste, pour une indépendance progressive. Dans la plupart des grandes villes, et notamment dans la capitale, où l'Union des Indépendants d'Antananarivo (UIT) se forme en 1956, ces hommes politiques sont issus des organisations chrétiennes et sont soutenus par la hiérarchie catholique. Des pasteurs, comme Ravelomanana Philbert à Ambatolampy se portent eux-mêmes candidats « indépendants », tandis qu'à Antsirabe et surtout à Antananarivo, les curés des églises catholiques se jettent directement dans la mêlée et, du haut de la chaire, menacent d'excommunication des fidèles qui votent pour les candidats communistes. C'est le cas du Père Boué, à Isotry dans une paroisse populaire travaillée à la fois par ces derniers et par la communauté catholique ^[28]. Les élections municipales se soldent par la victoire de l'UIT qui donne aussi le premier maire élu de la Capitale, Rakotonirina Stanislas. Néanmoins, nous le savons, même si cette période de l'avant indépendance accorde la prépondérance aux élus des nationalistes de 25^e heure, anciens partisans du maintien du statu quo colonial, les Chrétiens sont néanmoins parvenus à remporter un succès incontestable auprès des électeurs.

[27] Rabearimanana L. « Les Malgaches et l'idée d'indépendance de 1945 à 1956 », *Les chemins de la décolonisation de l'empire français, 1936-1956*, Paris, Éditions du CNRS, 1986, pp. 263-274.

[28] Rabearimanana L. « Tananarive après 1945 : développement des quartiers populaires et luttes contre la colonisation », *Processus d'urbanisation en Afrique*, tome 2, Paris, l'Harmattan, 1989, pp. 46-58.

En fin de compte, les Protestants de Madagascar, les Catholiques aussi, se sont mêlés étroitement à la vie politique pendant la période de la décolonisation, et quelles que soient les circonstances. Que le contexte politique soit marqué par une ambiance de liberté, comme dans l'immédiat après-guerre ou à partir de 1956 avec la Loi cadre, ou qu'il soit assombri par une répression rigoureuse, c'est le cas entre 1947 et 1956, ou encore durant l'insurrection même, ils n'ont jamais reculé devant ce qu'ils considèrent comme leur devoir de Chrétien et de citoyen. Ils n'ont jamais changé non plus de camp, militant toujours aux côtés des partisans de l'indépendance du pays, luttant aussi pour que les victimes de ces combats voient leur sort amélioré. Ont-ils pu infléchir la tournure des événements? Les Chrétiens malgaches ont choisi, en général, un nationalisme relativement modéré. Les Catholiques mènent une lutte franchement anticommuniste. Quant aux responsables protestants, ils n'hésitent pas à fonder eux-mêmes des partis politiques. Le Parti du Congrès de l'Indépendance de Madagascar (AKFM), présidé par un pasteur protestant, Richard Andriamanjato et fondé en 1958, comprend deux tendances, l'une progressiste et l'autre communiste, ce qui montre des attitudes politiques relativement différentes entre Catholiques et Protestants.

Depuis l'indépendance, les Chrétiens de Madagascar ont opéré des rapprochements entre eux, d'abord entre Protestants, puis avec les autres confessions chrétiennes.

L'union faisant leur force, ils ont pu influencer sur les événements de 1972 et surtout de 1990, l'Union des Communautés Chrétiennes de Madagascar (FFKM) se trouve parmi ceux qui ont contribué à renverser la Seconde République après les manifestations de 1991. Leurs prises de position sur les grands événements intervenant dans le pays sont attendues de tous jusqu'à maintenant, redoutées par certains, la FFKM constituant une institution incontournable dans le contexte politique actuel.